

*Initiatives ministérielles*

la taxe sur les produits et services. Il a parlé de pertes de millions de dollars par jour pendant les étapes initiales de l'application de cette mesure si le système de perception n'était pas au point.

Avec tout le respect que je dois au vérificateur général, et je sais que cela fait partie de son mandat, je veux bien croire que ce dérapage fera perdre de l'argent aux contribuables canadiens et des recettes au gouvernement du Canada. C'est pour éviter le dérapage auquel donne lieu la taxe de vente fédérale qu'on l'a remplacée par la TPS.

Je comprends le vérificateur général de vouloir que le gouvernement du Canada reçoive son dû, mais que dire des pertes que cette taxe occasionnera aux petites entreprises. Non pas à une seule ou à une dizaine de petites entreprises, mais à toutes celles de l'Ontario, du Québec, de la Saskatchewan, de Terre-Neuve et du Canada. Imaginez l'argent qu'elles perdront.

Si le gouvernement a des problèmes—et je ne veux pas aborder la question de la recherche de bureaux à Ottawa qui est toute une aventure en soi—et sachant qu'une entreprise comme Sweda n'est pas convaincue de réussir en un an à se conformer à toutes les règles et de connaître exactement les structures qu'il lui faut, les Canadiens doivent se demander comment il sera possible d'être prêt en sept ou huit mois.

Le gouvernement a fait tout un plat de la nature cachée de la TVF qui fait que les Canadiens paient cette taxe sur toute une série d'articles manufacturés sans le savoir. Si vous demandiez directement aux Canadiens s'ils préfèrent payer cette taxe qu'ils ne savent pas payer et la TPS, je crois que tous les Canadiens opteraient pour le mal qu'ils ignorent plutôt que pour celui qui vient et qu'ils ne connaissent maintenant que trop bien.

Dans le secteur privé, la taxe de vente fédérale touchait environ 75 000 clients. Il y a environ 1 300 ou 1 400 personnes pour percevoir cette taxe. Certes, il y a des frais cachés pour les consommateurs et elle crée des difficultés aux exportateurs. Les importations échappant à toute taxe du genre étaient nettement favorisées. Nous avons entendu tout cela. Mais quels seront les frais

cachés de l'application de la taxe dans les petites entreprises?

Plutôt que 75 000 fabricants vivant le problème—à des degrés divers parce que le problème n'avait pas la même gravité pour tous les fabricants—il y aura maintenant entre 1,5 et 1,6 million de personnes enregistrées sous le régime de la TPS. Imaginez un peu ce qu'il en coûtera à chacun pour percevoir la taxe. Le gouvernement les aidera un peu, au début. Qu'arrivera-t-il l'année suivante et les autres années?

Encore une fois, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante parle de frais moyens de 1 300 \$ par année. Même l'exploitant d'un taxi, par exemple, devra payer ces frais parce qu'il sera une personne enregistrée. Une personne exploitant un salon de coiffure sera une personne enregistrée. Canadian Tire sera une personne enregistrée. Les grands magasins de vente au détail seront des personnes enregistrées. Le coût moyen sera de 1 300 \$ par inscrit. Ce sont des frais cachés.

Quand vous entrez acheter un produit dans ma boutique du coin et qu'une jeune personne est assise là, ces frais doivent être assumés par ce commerce. Est-ce que le consommateur le saura? Qu'est-ce que représente des frais de 1 300 \$ par inscrit lorsqu'il y en a 1,5 million? Pensez-y seulement. Il y a d'énormes frais cachés, d'énormes problèmes pour les petites entreprises. C'est un défi technologique impossible à relever, au moins à court terme, pour toute personne qui doit appliquer la taxe sur les produits et services.

Je dois revenir à un argument que j'ai invoqué ce matin lorsque je discutais de ce projet de loi. Pourquoi voudrait-on faire cela aux Canadiens? Étant donné ce que les représentants de l'industrie et des petites entreprises disent des terminaux de point de vente, pourquoi le gouvernement a-t-il décidé d'imposer aux Canadiens la taxe sur les produits et services?

Pourquoi voudrait-il nous porter ce coup au moment où nous subissons déjà des taux d'intérêt élevés? D'après le gouvernement, il ne faut pas espérer maintenant une baisse des taux d'intérêt. Vous êtes conscient, j'en suis sûr, monsieur le Président, que le gouvernement a déclaré il y a un mois dans le budget qu'on pouvait espérer une